

*infiniment trop peu nombreux pour l'imposer PAR EUX-MÊMES.*

*De ces constatations, il résulte que la réforme fédérale peut se faire sans troubler la paix continentale, puisque, modification purement interne de l'Autriche, elle ne touche pas à ses frontières.*

Il importe donc de discerner très nettement l'idée fédéraliste de celle qui désigne le démembrement de l'Autriche, généralement admis comme devant être la conséquence inévitable des revendications slaves. La suite de cette étude fera comprendre plus complètement l'importance capitale de cette distinction.

On pourra dire : Si le « fédéralisme » s'indique nettement, s'il dispose en sa faveur d'une majorité écrasante, comment expliquer que son établissement paraisse encore lointain et que l'Autriche soit divisée par des luttes intestines, semblant indiquer bien plus des volontés imprécises et divergentes qu'une conception simple et forte comme celle du « fédéralisme » ?

C'est qu'en effet un obstacle redoutable s'oppose à la réalisation du « fédéralisme » ; cet obstacle qu'on ne saurait trouver à l'intérieur de la Cisleithanie, il faut le chercher au delà de ses frontières, à Budapesth et surtout à Berlin.

De toute évidence, le « fédéralisme » aurait pour conséquence de donner le pouvoir aux Slaves, majorité dans le pays. Les Magyars, minorité chez eux et qui jouent en Transleithanie le même rôle que les Allemands en Autriche, ont pensé jusqu'à présent ne pas avoir en eux-mêmes une force de résistance suffisante pour refuser une réforme fédérale à leurs ressortissants roumains et slaves, le jour où elle aurait été accordée aux Slaves cisleithans. Pour cette raison fondamentale, ils se sont toujours montrés adversaires déclarés du « fédéralisme ». On verra au chapitre IV que leur point de vue est en train de se modifier profondément.

J'ai indiqué plus haut les considérations essentielles qui